

Développement économique

ter et réorganiser les ressources afin de réaliser de nouvelles choses avant de demander des fonds supplémentaires au Conseil du Trésor. Mais je vais devoir lui demander des fonds supplémentaires ce qui pourra nous obliger à réorganiser d'autres programmes en dehors du domaine de l'expansion économique si le Conseil est convaincu que cela s'impose du point de vue économique. Je conseillerai le Conseil du Trésor dans le domaine de l'expansion et du soutien économiques en général.

De toute évidence, l'opposition cherche à semer la bisbille entre mes collègues et moi en prétendant que l'établissement de ce nouveau conseil diminuera l'importance de tel ou tel ministère. Cela n'a aucun sens politiquement parlant. Il aurait été normal que la plupart des gens, le moins objectivement, voient au moins dans ce changement la possibilité de mieux gérer l'économie et de favoriser la croissance économique du pays. J'aurais cru qu'au lieu de se polariser sur les aspects négatifs de ce débat, exception faite de quelques critiques ici et là, certains députés de l'opposition auraient dit: «Nous vous souhaitons bonne chance, monsieur le ministre et nous vous recommandons d'apporter des améliorations ici ou là. Nous n'avons pas entendu grand-chose dans cette veine.

Une voix: Vous ne perdez rien pour attendre.

M. Andras: Je m'arrêterai là, monsieur l'Orateur, car si le député a dit vrai, ce sera très agréable à entendre de la part de l'opposition. J'ignore combien il me reste de temps, mais je vais essayer de conclure aussi rapidement que possible.

Le chef de l'opposition (M. Clark) a déclaré pour commencer que les conservateurs ont étudié la structure de gouvernement ainsi que celle des partis d'opposition et qu'ils ont décidé d'instituer six comités de coordination. Il a alors fait volte-face et déclaré qu'il est irréflecté de la part du gouvernement d'avoir un comité de coordination. Si, Dieu nous en garde, ils leur arrivaient de prendre le pouvoir, ils créeraient six ministères de coordination.

M. Paproski: Il a dit cela? C'est ce que vous devrez faire lorsque vous vous retrouverez dans l'opposition.

M. Andras: C'est intéressant. Peut-être qu'une partie du mystère ne nous a pas encore été révélée. J'avais pourtant nettement l'impression qu'ils envisageaient un système de coordination. Je suis en faveur, bien sûr, mais on ne peut pas jouer sur les deux tableaux. On ne peut pas recommander ce genre de chose et ensuite la critiquer comme ils l'ont fait. Ses remarques étaient pleines de contradictions. J'aimerais seulement disposer d'une heure au moins pour avoir le plaisir de toutes les relever.

Une objection relativement mineure qui a été soulevée, et elle n'est peut-être pas si négligeable, est que ce nouveau mécanisme ne fera qu'accroître la charge des contribuables. Nous avons bel et bien dit que le secrétariat compterait un personnel restreint et que ses dépenses ne dépasseraient pas les limites fiscales que nous avons déjà annoncées.

Je tiens également à signaler que lorsque nous avons annoncé le projet de création de ce nouveau département et du secrétariat, nous avons du coup annoncé l'abolition du départe-

[M. Andras.]

ment d'État aux affaires urbaines. De toute façon, c'est à l'usage qu'on verra.

Là encore, j'aurais aimé avoir plus de temps. Je tiens à laisser un certain temps de parole à mon collègue le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees), mais c'est sur cette remarque que je voudrais clore mon intervention. J'aimerais beaucoup entendre—et j'espère que cela se produira à la fin du débat—au moins une note d'optimisme de la part de l'opposition, l'entendre exprimer quelque espoir, quelque encouragement et l'entendre nous souhaiter du succès avec une petite phrase comme «nous espérons que cela marchera» plutôt que de l'entendre ressasser toutes ces critiques négatives auxquelles elle s'est livrée pendant pratiquement sept heures de débat.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, en prenant la parole dans les dernières minutes du débat, je tiens d'abord à remercier sincèrement le ministre d'avoir eu la générosité de couper court ses propres observations pour me permettre de disposer des quelques minutes qui nous restent pour exprimer certaines vues sur cet important sujet. J'aimerais en outre lui dire que, d'après ses observations sur la politique proposée par mon chef, il l'a manifestement mal comprise. Je serai heureux de le rencontrer plus tard pour lui expliquer ce que mon chef a dit à cet égard. Ce sera vraiment un plaisir pour moi de le faire.

La seule chose qui puisse justifier la création d'un poste de superministre, comme le fait le bill à l'étude, c'est le fait que le gouvernement actuel est composé d'inadaptés. Les ministres responsables des questions économiques à l'heure actuelle sont incapables d'assumer leurs responsabilités avec compétence parce qu'il leur manque la formation et l'expérience voulues pour régler les problèmes économiques complexes auxquels leurs ministères font face.

● (1422)

Ce que j'ai dit s'applique à tous les ministres actuellement titulaires de portefeuilles économiques. Comme je ne dispose pas d'assez de temps cet après-midi pour les passer tous ou plusieurs en revue, je m'occuperai plus particulièrement d'un portefeuille qui illustre parfaitement mon propos. Mais ce que je vais dire s'applique à tous les portefeuilles économiques du gouvernement. Celui dont je vais m'occuper est celui de l'Industrie et du Commerce.

Il faut que le ministère de l'Agriculture soit dirigé par un ministre qui a une certaine expérience agricole, parce que seuls les agriculteurs connaissent les problèmes de leur industrie. Il faut que le ministère de la Justice et celui du solliciteur général soient dirigés par des avocats, parce qu'ils sont les seuls à connaître les complexités du droit. De même, il faut que le ministère de l'Industrie et du Commerce ait à sa tête quelqu'un qui connaisse de première main les domaines de la fabrication, de la transformation et de la distribution. Seuls ceux qui sont dans ce cas peuvent comprendre les problèmes qui se posent dans le monde des affaires qu'ils sont appelés à servir.